

**Décision n° 2022-992-UM portant nomination de Monsieur Pierre-Yves GAHDOUN
en qualité de Directeur de l'Unité de recherche UR_UM202
« Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques » (CERCOP)**

Le Président de l'Université de Montpellier

Vu le Code de l'Education ;

Vu le décret 2020-1207 du 20 septembre 2021 portant création de l'Université de Montpellier et approbation de ses statuts ;

Vu la délibération n°2021-12-15-01 du conseil d'administration de l'Université de Montpellier en date du 15 décembre 2021 désignant Monsieur Philippe AUGÉ, Président de l'Université de Montpellier ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 février 2022, portant nomination et classement de Monsieur Bruno FABRE dans l'emploi de Directeur Général des Services de l'Université de Montpellier, à compter du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2026 ;

Vu la délibération n°2020-12-14-41 du Conseil d'administration de l'Université de Montpellier en date du 14 décembre 2020 portant création ou renouvellement des unités de recherche du contrat quinquennal 2021-2025 ;

Vu la délibération n°2022-10-10-03 de la Commission de la recherche du Conseil académique de l'Université de Montpellier en date du 10 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Pierre-Yves GAHDOUN en qualité de Directeur de l'Unité de recherche « Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques » ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire « Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques » en date du 27 septembre 2022 ;

Vu le courrier du MESRI en date du 6 janvier 2021 prolongeant la durée du contrat d'établissement d'un an, le portant ainsi jusqu'au 31 décembre 2026 ;

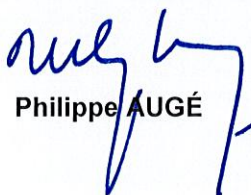
DÉCIDE :

Article 1 : Monsieur Pierre-Yves GAHDOUN, Professeur des universités à l'Université de Montpellier, est nommé en qualité de Directeur de l'Unité de recherche « Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques », à compter du 1^{er} octobre 2022 jusqu'au 31 décembre 2026, en remplacement de Monsieur Alexandre VIALA.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé des mesures d'exécution et de publicité de la présente décision.

Montpellier, le 12 octobre 2022

Le Président de l'Université de Montpellier


Philippe AUGÉ

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès

- du Tribunal Administratif de **Montpellier**, 6, rue Pitot, CS 99002 - 34063 Montpellier cedex2 pour les personnels qui résident dans l'**Aude**, l'**Hérault** ou les **Pyrénées Orientales** ;
- du Tribunal Administratif de **Nîmes**, 16, avenue Feuchères, CS 88010, 30941 Nîmes cedex09, pour les personnels qui résident dans le **Gard** et la **Lozère**.

Le délai de deux mois est un **délai franc** qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif peut prendre la forme d'un **recours gracieux** adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un **recours hiérarchique** auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les **deux mois** qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, **par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet** en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier ou de Nîmes le cas échéant (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).